



**PRÉFET
DU PAS-DE-
CALAIS**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement des
Hauts-de-France**

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 13/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/01/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ARC FRANCE

104 AVENUE DU GENERAL DE GAULLE
62510 Arques

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G1\ARC
FRANCE_Arques_0007000621\02_Inspections\2026 10 30 PGS et recollement APMD
11_05_2023_cheminée
Code AIOT : 0007000621

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2026 dans l'établissement ARC FRANCE implanté 104 avenue du Général de Gaulle 62510 Arques. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait en partie suite aux travaux sur la cheminée de nickelage S1 du site qui fait l'objet d'un arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/05/2023.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARC FRANCE
- 104 avenue du Général de Gaulle 62510 Arques

- Code AIOT : 0007000621
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

L'établissement de la verrerie ARC France est réparti en plusieurs sites sur 180 ha et comprend :

- l'usine de la Vallée (activités administratives, des entrepôts de stockage et des fours) ;
- la zone BATAVIA (activités d'entreposage) ;
- la zone industrielle du Hocquet (activités de stockage, chambre de moules, ateliers machines, fours, etc.) ;
- la zone industrielle du Lobel (activités d'entreposage et de composition).

L'établissement est actuellement classé SEVESO Seuil bas pour l'emploi et le stockage de substances et préparations toxiques. Les activités du site sont notamment encadrées par l'arrêté préfectoral du 05 juillet 2023 qui supprime et remplace les prescriptions des actes antérieurs du site.

Contexte de l'inspection :

- Récolement
- Suite à mise en demeure

Thèmes de l'inspection :

- Air

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	PLAN DE GESTION DE SOLVANTS	AP Complémentaire du 05/07/2023, article 3.2.6	Sans objet
2	Récolement APMD 11/05/2023	AP de Mise en Demeure du 11/05/2023, article 1	Levée de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection s'est déroulée le 30/01/2026, elle comprend deux parties :

- un point de contrôle sur la réalisation du plan de gestion de solvants du site
- un point de contrôle sur l'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) du 11/05/2023 relatif à la présence d'un "chapeau chinois" en sortie de la cheminée de nickelage S1

Concernant le plan de gestion de solvants, il est demandé dans l'arrêté préfectoral du 05/07/2023 que l'exploitant mette en place un plan de gestion de solvants, celui-ci a indiqué en séance qu'il n'en avait pas. Le Plan de gestion des solvants pour l'année 2025 a été transmis à l'inspection en mars 2026, la non-conformité est donc levée.

Concernant le récolement de l'APMD du 11/05/2023, l'inspection a constaté que les travaux sur la cheminée ont été effectués et que le "chapeau chinois" n'est plus présent sur cette dernière. L'inspection propose au préfet du Pas-de-Calais d'abroger cet APMD.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : PLAN DE GESTION DE SOLVANTS

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/07/2023, article 3.2.6
Thème(s) : Risques chroniques, PGS
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.</p> <p>Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection de l'environnement le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.</p>
<p>Constats :</p> <p>En séance, l'exploitant déclare ne pas avoir réalisé de plan de gestion de solvants (PGS) pour ses installations. Aucun document n'a été présenté.</p> <p>L'exploitant indique qu'à date, il n'a pas assez de recul sur le sujet (nombre d'installations, produits concernés, etc) pour déterminer le temps alloué à la réalisation de son PGS ou s'il aura besoin de l'aide d'un organisme extérieur. Par ailleurs, la société Arc France est actuellement en procédure de redressement judiciaire, l'exploitant précise qu'il sera compliqué pour l'instant d'allouer des fonds s'il doit faire appel à un organisme extérieur. Ainsi, suite à la visite d'inspection, l'exploitant indique qu'un point sera fait sur le sujet et au besoin des consultations avec devis seront effectuées auprès d'organismes extérieurs dans les meilleurs délais. Aucun financement ne pourra être engagé tant que la procédure de redressement judiciaire ne sera pas terminée.</p> <p>L'inspection a activé le plan de gestion de solvants dans la déclaration annuelle GEREPE de l'exploitant. L'absence de PGS constitue une non - conformité.</p> <p>L'exploitant a transmis par courriel le 11/03/2026, son PGS 2025, ce qui répond à la non-conformité constaté lors de la visite d'inspection. Le PGS n'a pas fait l'objet d'un contrôle approfondi. L'exploitant a identifié la ligne de pulvérisation 9LP1 du secteur Décor comme étant la principale installation émettrice de COV, ce qui apparaît cohérent avec son fonctionnement.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Récolement APMD 11/05/2023

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 11/05/2023, article 1
Thème(s) : Risques chroniques, Chéminée ligne nickelage

Prescription contrôlée :

La société ARC FRANCE exploitant une installation de production d'articles verriers sise 104, avenue du Général de Gaulle sur la commune de ARQUES (62510), est mise en demeure de respecter, les dispositions de l'article 3.2.1 de l'arrêté préfectoral du 26 avril 2019 susvisé, en :

- transmettant à l'inspection de l'Environnement l'étude technique réalisée pour remplacer l'atelier de nickelage dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- transmettant la preuve de la validation budgétaire du projet sous 4 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- transmettant les bons de commande associés aux travaux sous 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- démarrant la nouvelle ligne de nickelage dans un délai de 12 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- n'utilisant plus les cheminées de la ligne de Nickelage S1 dans un délai de 15 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Dans le cas où le projet de remplacement de l'atelier de nickelage n'aboutirait pas, l'exploitant procède au retrait du chapeau chinois de cette ligne dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Constats :

Rappel : Conclusion du constat de la visite d'inspection précédente du 06/11/2025 :

"En conclusion, l'inspection constate que lors de la visite, soit environ 22 mois après le délai imparti par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11/05/2023 , le retour à la conformité n'est pas effectif puisque le chapeau chinois est toujours présent sur la cheminée. L'exploitant a démontré son engagement à retirer le chapeau chinois début décembre 2025 par le biais d'un bon de commande.

L'exploitant transmettra les documents (photo, PV de réception travaux ou autre) justifiant de la réalisation des travaux de « réhausse de la cheminée nickelage S1 ») dans un délai de 1 mois."

Constat de la visite d'inspection actuelle (30/01/2026) :

L'exploitant a transmis par courrier à l'inspection, réceptionné le 11/12/2025, la preuve de la réalisation des travaux du retrait du chapeau chinois de la cheminée de la ligne nickelage S1. Ce courrier comprend des photos de la nouvelle cheminée et le procès-verbal des travaux dits "de remplacement de la cheminée de nickelage S1" en date du 03/12/2025.

Lors de la visite, sur le terrain, l'inspection a constaté le retrait du chapeau chinois sur la cheminée de nickelage S1. Voir photos des inspections du 06/11/2025 et du 30/01/2026.

L'article 1 de l'arrêté préfectoral de mise en demeure (APMD) du 11/05/2023 est respecté, l'inspection propose au préfet du Pas-de-Calais d'abroger cet APMD.

Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Levée de mise en demeure